

LASA exprime sa préoccupation face à la répression et aux menaces contre la liberté académique au Pérou

Janvier 2023

Le Conseil exécutif de l'Association des études latino-américaines (LASA) exprime son indignation face à la répression brutale que l'État péruvien a déployée en réponse aux protestations sociales et aux manifestations citoyennes depuis le 8 décembre 2022. En tant qu'association académique, la LASA est particulièrement préoccupée par la répression policière brutale du 21 janvier dans la plus ancienne université publique de l'hémisphère, l'Université nationale de San Marcos, au cours de laquelle la police a pris d'assaut les portes de l'université et, de manière [arbitraire et violente](#), a commencé à faire des descentes dans les dortoirs, à lancer des gaz lacrymogènes et à interroger et détenir les étudiants et les visiteurs. La police est intervenue sans la présence d'un procureur, comme l'exige la loi, et a empêché pendant plusieurs heures les avocats, les défenseurs des droits humains et les représentants du Bureau du médiateur d'entrer sur le campus et de parler avec les personnes détenues.

Les étudiants de San Marcos ont invité les manifestants de différentes provinces du Pérou qui se sont rendus à Lima pour participer aux manifestations antigouvernementales à camper sur le campus de l'université. La rectrice de l'université, Jeri Gloria Ramón Ruffner de Vega, [n'était pas favorable](#) à la présence des manifestants sur le campus, contrairement aux recteurs d'autres universités publiques de Lima qui ont accueilli leurs compatriotes pour qu'ils restent sur leurs campus pendant leur séjour à Lima.

Le 20 janvier, le rectorat de l'université a [sollicité](#) l'intervention de la police face à ce qu'il a déclaré être des actes de violence contre la police universitaire et la prise illégale des points d'entrée de l'université par des étudiants et d'autres personnes non identifiées. Ceci a conduit à l'intervention de la police le 21 janvier. Plus de [200 personnes](#) ont été arrêtées et envoyées au bureau de la division de la police contre le terrorisme, la DIRCOTE. Le fait que toutes ces personnes, à l'exception d'une seule, aient été libérées depuis reflète la nature arbitraire de l'intervention de la police à San Marcos.

Alors que le gouvernement péruvien a déclaré l'état d'urgence le 14 janvier, les [Principes interaméricains sur la liberté académique et l'autonomie des universités](#) adoptés par la Commission interaméricaine des droits de l'homme établissent que toute intervention des forces de sécurité ne peut être utilisée par les États dans le but de « supprimer ou nier, dénaturiser ou priver de contenu réel la liberté académique, l'autonomie des universités ou, en général, les droits garantis par la Convention américaine des droits humains ». Même dans le cadre de l'état d'urgence, toute intervention policière « doit respecter les normes de proportionnalité, de caractère raisonnable, de légalité et de nécessité ». Aucune de ces garanties n'a été respectée par la police péruvienne.

À ce jour, dans le contexte des protestations sociales en cours, [55 civils ont été tués](#), dont 46 à la suite de blessures causées par des tirs d'armes à feu, que les groupes de défense des droits humains [attribuent](#) aux forces de sécurité péruviennes. LASA exprime son inquiétude face à cet usage

disproportionné de la force létale par la police et les forces armées contre les civils. Nous abhorrons également la mort d'autres civils dans des incidents liés à des barrages routiers et la mort d'un fonctionnaire de police, ainsi que les 1200 blessés et la détention arbitraire de centaines d'autres. Les violations des droits humains, la mort de civils dans plusieurs provinces du pays, et la militarisation comme réponse pour maintenir l'ordre public, sont des faits d'une extrême gravité.

LASA applaudit les déclarations fermes exprimant l'inquiétude face à ces abus policiers de la part de la [Commission interaméricaine des droits de l'homme](#) et du [Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme](#). Nous demandons aux autorités péruviennes d'enquêter pleinement sur cette action policière et de sanctionner les responsables des abus commis. Nous exhortons le recteur de San Marcos à prendre des mesures immédiates pour garantir la liberté académique et protéger la sécurité des étudiants, du personnel et du corps enseignant de l'université.

LASA demande également aux autorités péruviennes de garantir et de faire respecter les droits fondamentaux de ses citoyens, notamment le droit de se mobiliser et de protester pacifiquement. Nous condamnons fermement le recours à la violence de la part de certains manifestants ou d'autres groupes cherchant à tirer profit de l'agitation sociale, mais nous trouvons tout à fait contre-productif que le gouvernement péruvien et les médias étiquettent de manière récurrente tous les manifestants comme des criminels ou des extrémistes violents.

Enfin, LASA estime que la crise actuelle est de nature politique et doit être traitée par le dialogue, plutôt que par la répression. Nous exhortons les autorités péruviennes à poursuivre le dialogue, à respecter la liberté académique et le droit des citoyens à s'engager dans des protestations pacifiques, et à cesser l'utilisation excessive de la force létale.

Concernant LASA

L'Association des Études Latino-Américaines (LASA) est la plus importante association professionnelle au monde, rassemblant des individus et des institutions engagés dans les études sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a un comité qui défend la liberté académique et les droits humains.

Si vous souhaitez interviewer un membre du Conseil Exécutif de la LASA, vous pouvez contacter le bureau des communications de la LASA au (412) 648-7929 ou à l'adresse lasa@lasaweb.org.

LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION

4338 Bigelow Blvd
Pittsburgh, PA 15213
lasa@lasaweb.org
Tel: 412-648-7929
Fax: 412-624-7145

